

Emmanuel Sharady, le triomphe de la médiocrité

C'est le moins que l'on puisse dire au regard du passé et du comportement du dauphin de Joseph Kabila. Sa désignation a été saluée unanimement par l'opinion nationale et la communauté internationale comme un acte de haute portée démocratique. Mais dans cette euphorie de la confirmation du départ de Joseph Kabila, l'on semble oublier les bêtises et l'opiniâtreté du candidat du Front Commun pour le Congo(FCC) à l'élection présidentielle.

Du Secrétaire Général des Nations Unies, Antonio Guterres, à l'UA en passant par la France et la Belgique, on salue la désignation de Joseph Kabila de ne pas se représenter pour un troisième. Tous ont réitéré dans la foulée de ces félicitations, la volonté de poursuivre leurs relations avec la RDC. Ce, sans oublier d'insister sur la nécessité de la tenue des élections libres, inclusives et crédibles. Pour le moment, c'est loin d'être acquis et les chances de la tenue de ces élections le 23 décembre prochain sont moindres.

Pour cause, les moyens financiers dont le gouvernement est le seul pourvoir font défaut. Selon l'Observatoire des Dépenses Publiques(ODP), seuls 20% du budget d'un peu plus d'un milliard de dollars nécessaires pour la tenue des élections ont été mis à la disposition de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI).

L'inclusivité aussi n'est pas au rendez car, certains opposants se trouvant en exil à l'instar de Moise Katumbi, ou en prison(les cas de Franck Diongo, Jean Claude Muyambo et autres) ont été empêchés de rentrer au pays ou de remplir les formalités pour se porter candidats.

Quant au candidat du FCC, il est loin d'être respectueux de la constitution. En effet, le probable future président de la République Démocratique du Congo s'est illustré dans la répression violente des manifestations de l'opposition à l'époque où il était Vice-premier ministre de l'intérieur et Sécurité. Emmanuel Ramazani Shadary a aussi été cité comme un des commanditaires de certains actes de violence perpétrés dans le Kasaï pour mater l'insurrection des miliciens du chef

Kamwina Nsapu. Ce qui lui a valu des sanctions de l'Union Européenne dont l'interdiction de séjours dans l'espace Shengen.

Celui qui arbore aujourd'hui la casquette de favori ne donne aucune garantie du changement tant souhaité par la population et s'aligne dans la continuité de l'action de Joseph Kabila. Réputé proche de ce dernier, il était parmi les fervents défenseurs de son troisième mandat, en violation de la constitution au point de mener des actions que d'aucuns considéraient comme une sorte de campagne électorale avant l'heure.

Et son élection à la tête du pays pourrait constituer une sérieuse menace pour la constitution. *« On a de soucis à se faire à l'idée de confier la destinée du pays à quelqu'un qui, il y a quelques mois, n'affichait aucun respect envers la constitution, la même dont il sera le garant une fois élu. Au moment où il n'avait pas beaucoup de pouvoirs, il n'avait hésité à violer la constitution, à fortiori lorsqu'il sera au sommet de l'Etat»,* soupire un militant de l'UDPS.

Une sérieuse menace à la démocratie

Par ailleurs, Shadary avait aussi navigué en contrecourant de la constitution en fermant des assemblées provinciales lorsqu'il dirigeait le portefeuille de l'Intérieur et Sécurité. Le comble, il n'avait pas hésité à s'opposer aux Arrêts de la Cour Constitutionnelle réhabilitant certains gouverneurs et Présidents d'assemblées provinciales irrégulièrement suspendus alors que ces arrêts sont opposables à tous et ne doivent souffrir d'aucune contradiction.

D'autre part, le dauphin de Joseph Kabila est une sérieuse menace à la démocratie pour le fait qu'il supporte mal l'opposition. D'aucuns se souviennent de ses diatribes contre les opposants devant des milliers de militants du parti présidentiel, le PPRD (parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie). Comme dans la république imaginaire de Gondwana de l'humouriste français Mamane, il les a incités à répondre *«coup sur coup»* aux insultes et aux attaques physiques, d'où qu'elles viennent. *« S'ils vous insultent, vous aussi il faut les*

insulter en retour. Ils insultent ta maman, toi aussi tu insultes la sienne coup sur coup. C'est nous qui sommes au pouvoir», avait-il un jour scandé.

Des extraits de ce discours viral ont réapparu sur les réseaux sociaux après l'annonce de sa désignation, comme pour donner aux congolais des idées sur le comportement et le discours ordurier de celui qui pourrait les diriger dans les prochains mois.

Marischka Nkashama